

Le 1^{er} mars 2013

Communiqué de presse

Non aux commémorations du 19 mars 1962

Pour la première fois en 50 ans, les communes de France seront invitées à commémorer officiellement la sinistre date du 19 mars 1962.

Au mépris des souffrances de dizaines de milliers de familles de victimes des exactions du FLN, le Gouvernement a décidé de passer en force et d'imposer une date rejetée par la quasi-totalité du monde combattant et l'ensemble des associations de français d'Algérie, harkis et pieds-noirs confondus.

Reconnaitre le 19 mars 1962 comme date marquant la fin de la guerre d'Algérie est une contrevérité car, après cette date, plus de 100 000 harkis disparurent dans des conditions indescriptibles et un million de français d'Algérie quittèrent leur patrie pour fuir une mort annoncée laissant derrière eux des milliers de disparus.

En officialisant cette date, le Gouvernement a délibérément choisi de nier le droit à la mémoire des harkis et des pieds-noirs et de leur infliger une forme de double peine puisque, désormais, l'injustice mémorielle s'ajoute à l'injustice du déracinement et de l'exil.

Le Cercle Algérieniste condamne, sans réserve, cette initiative qui divise la communauté nationale, heurte les consciences et avive les blessures de milliers de familles de victimes.

Face à cette provocation, il demande aux maires des communes de France de faire le choix de la concorde et de la réconciliation nationale en les invitant à renoncer à s'associer à ces commémorations de la honte.

Il appelle tous ses adhérents et sympathisants, tous les français d'Algérie, de même que tous les anciens combattants respectueux du devoir de mémoire à manifester leur rejet d'une date célébrée, par ailleurs, comme une victoire par le FLN algérien.

Thierry ROLANDO
Président national du Cercle Algérieniste